

La conférence de Berlin de juin 1976 : analyse du discours communiste

The Berlin Conference of June 1976 : Analysis of Communist Public Statements

Lilly Marcou

Volume 10, Number 3, 1979

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700961ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700961ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Marcou, L. (1979). La conférence de Berlin de juin 1976 : analyse du discours communiste. *Études internationales*, 10(3), 439–469.
<https://doi.org/10.7202/700961ar>

Article abstract

The Berlin Congress would seem to have completed the historic sequence of Congresses begun in 1957 with the Moscow world congress of Communist parties. It represents a turning point in the history of the Communist movement, especially as it pertains to Europe. Its long and laborious preparatory phase as well as the density and contradictory nature of its proceedings provide a new image of European Communism in crisis by bringing together a diversity of governing parties. Certain among the latter are all-powerful in their countries, others, important opposition forces involved closely or indirectly in the process of governing, while others are either underground or represent an infinitely small portion of their respective electorates. The Berlin Congress was the theater of debates containing the potentialities of conflict that animate the European Communist parties. It confirmed and stabilized a major phenomenon whose origins are to be found at the world Communist Party Congress of 1969 - Eurocommunism.

LA CONFÉRENCE DE BERLIN DE JUIN 1976 : ANALYSE DU DISCOURS COMMUNISTE

Lilly MARCOU *

ABSTRACT – *The Berlin Conference of June 1976 : Analysis of Communist Public Statements*

The Berlin Congress would seem to have completed the historic sequence of Congresses begun in 1957 with the Moscow world congress of Communist parties. It represents a turning point in the history of the Communist movement, especially as it pertains to Europe.

Its long and laborious preparatory phase as well as the density and contradictory nature of its proceedings provide a new image of European Communism in crisis by bringing together a diversity of governing parties. Certain among the latter are all-powerful in their countries, others, important opposition forces involved closely or indirectly in the process of governing, while others are either underground or represent an infinitely small portion of their respective electorates. The Berlin Congress was the theater of debates containing the potentialities of conflict that animate the European Communist parties. It confirmed and stabilized a major phenomenon whose origins are to be found at the world Communist Party Congress of 1969 – Eurocommunism.

La Conférence de Berlin a engagé un débat profond avec de larges et imprévisibles implications dans l'avenir du mouvement communiste européen, en général, et dans l'évolution de certains partis occidentaux, en particulier¹.

La problématique de cette Conférence, bien que plus complexe et se situant à un autre niveau, reprend la somme de problèmes soulevés lors de la Conférence de Bruxelles des P.C. des pays capitalistes de janvier 1974.

Cette nouvelle problématique est due tout d'abord à la nature et à la composition autre de cette Conférence qui rassemble, avec des participations variables,

* *Attachée de recherche au Centre d'études des relations internationales (CERI), de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.*

1. J'ai écrit une première étude de cette Conférence avec Marc Riglet, au lendemain même de sa tenue – donc sans avoir encore eu accès à ses documents fondamentaux qui sont les interventions des chefs de délégations. Cf. Lilly MARCOU et Marc RIGLET, « Du passé font-ils table rase ? La Conférence des partis communistes européens (Berlin, juin 1976) », *Revue française de science politique*, 6 décembre 1976.

Cette étude se situe à la suite de la première ; elle est fondée surtout sur l'analyse du discours à la tribune de la Conférence.

la presque totalité des partis communistes d'Europe, à l'exception du parti du travail albanais et du P.C. islandais².

Quelques thèmes fondamentaux qui ont été objets de conflit au cours de la phase préparatoire, sont repris aussi dans les travaux de la Conférence et apparaissent dans son document final.

Ces thèmes s'ordonnent sur des registres différents : 1) la *filiation* – la Conférence vue comme l'héritière d'un passé organique et universalisant à laquelle s'oppose la formule « Conférence sans futur ni passé » des Yougoslaves ; 2) la *nature du modèle* de Conférence – classique, c'est-à-dire d'organisme à produire l'unité d'analyse et d'action, ou plutôt d'un forum dont la fonction sera uniquement d'information ; 3) l'*objet* – support de la politique de détente des États socialistes et/ou prise en charge des luttes à l'intérieur des États capitalistes ; 4) redéfinition de l'*internationalisme* – reprise de la vision « kominternienne », ou recherche d'un internationalisme « universellement réciproque » ; 5) les *alliances* – conception limitative et soupçonneuse, ou des alliances d'un type nouveau « eurocommuniste ».

Telles sont donc les contradictions auxquelles se heurte la Conférence lors de sa longue phase préparatoire, et qui expliquent l'ambiguïté du document final ainsi que la diversité des discours tenus à la tribune. Elles sont, en fait, le résultat de la confrontation entre le passé et l'avenir, entre la continuité et le renouveau qui donnent, en s'amalgamant, ces caractéristiques de fin d'une étape historique.

I – LA FILIATION

La première question préalable, explicitement posée ou non par les participants à la Conférence, est celle de sa *filiation*. La Conférence des partis communistes européens doit-elle revendiquer l'héritage et le perpétuer ? Doit-elle s'inscrire dans la lignée des conférences précédentes, en l'occurrence celle de Karlovy-Vary ? Doit-elle, enfin, être considérée comme une étape vers une conférence mondiale ?

À partir de ces interrogations, deux thèses bien distinctes s'affrontent. Les « traditionalistes » d'abord veulent considérer la Conférence de Berlin comme une suite logique de la Conférence de Karlovy-Vary d'avril 1967 – première conférence paneuropéenne des P.C. – et, par conséquent, selon le principe de la « boîte chinoise », en faire une étape vers une conférence mondiale. Cependant,

2. Vingt-neuf partis se réunissent à Berlin : Allemagne démocratique, Allemagne fédérale, Autriche, Belgique, Berlin-Ouest, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Saint-Marin, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Union soviétique, Yougoslavie.

Le parti des Pays-Bas fut le dernier venu. Absent tout au long de la phase préparatoire, il se présenta en dernière minute lors de l'ouverture de la Conférence. Depuis 1965 – lorsque lors d'un vote du Congrès il décide de ne plus participer à des Conférences internationales – c'est sa première réapparition sur la scène du mouvement communiste.

lors de la première réunion constitutive de la Conférence de Berlin qui a eu lieu à Varsovie en octobre 1974, ainsi que durant la longue phase préparatoire, ce projet ne sera jamais évoqué – du moins explicitement. Seule la délégation yougoslave y fait allusion de façon négative, en estimant que les conditions pour la réunion d'une telle conférence ne sont pas réunies³. Cette absence d'une quelconque référence à la convocation d'une nouvelle conférence mondiale est constante aussi lors des travaux de la Conférence, et le discours à la tribune manifeste à son égard un « oubli » ou un « silence » révélateur quant à son avenir⁴.

La volonté de marquer une filiation s'exprime surtout dans la référence à Karlovy-Vary faite par le P.C.U.S., appuyé par les partis bulgare, tchécoslovaque et allemand de l'Est, lors des travaux de la phase préparatoire ; à la tribune de la Conférence, certaines interventions y feront seulement allusion de façon implicite, mais l'accent mis à plusieurs reprises sur les excellents résultats de la Conférence de Karlovy-Vary peut être interprété comme une incitation à ce que celle de Berlin s'insère dans la même perspective.

Outre les partis mentionnés ci-dessus, les P.C. grec, polonais, danois et allemand de l'Ouest soutiennent cette tendance. La référence répétée à Karlovy-Vary avant la Conférence d'Helsinki, suppose un enchaînement Karlovy-Vary – Helsinki – Berlin, ce qui tendrait à impliquer que les conférences communistes ont pour objectif essentiel de soutenir la diplomatie du camp socialiste.

À l'opposé, parmi les adversaires de cette tendance, on trouve les Yougoslaves – avec leur formule « conférence sans futur ni passé » – les Italiens et les Espagnols pour lesquels la conférence doit jeter les bases d'un nouveau type de relations communistes internationales dépassant le cadre du seul mouvement communiste, les Français, enfin, qui font savoir que la conférence ne saurait être « ni la suite, ni la préparation d'aucune autre conférence⁵ ».

Quant au document final, il passe sous silence ce premier clivage entre les partis communistes d'Europe.

II – LE MODÈLE

Quant au débat sur la conception unifiante et organique du mouvement communiste, qui, d'une façon plus ou moins implicite et souterraine, existe depuis 1956⁶, il éclate cette fois au grand jour.

3. Cf. Jean KANAPA, dans *l'Humanité* du 18 octobre 1974.

4. Une exception, toujours en termes négatifs : Lars Werner, président du parti de gauche communiste de Suède, évoque le refus opposé par le dernier congrès de son parti à la convocation d'une conférence mondiale, compte tenu du fait que dans la situation actuelle celle-ci « ne peut pas être considérée comme une contribution positive à l'élimination des divergences ». Intervention de Lars WERNER, *Conférence des partis communistes et ouvriers d'Europe. Documents et allocutions*, Berlin, 1976, p. 208. (Sauf indication contraire, comme la grande majorité des textes cités réfèrent à cet ouvrage, nous noterons uniquement l'intervenant et la pagination.)

5. Cf. les déclarations de Jean KANAPA, *l'Humanité* du 18 octobre 1974.

6. Cf. Lilly MARCOU, *L'Internationale après Staline*, Paris, Grasset, 1978, 318p.

Le modèle initial des conférences, institutions propres à produire l'unité au sein du M.C.O.I., s'était, surtout depuis 1965, progressivement détérioré. Mais les désaffections à l'égard de ce modèle avaient un caractère plus limité, plus ponctuel, se traduisant soit par la pure et simple abstention de certains partis, soit par la distance prise par d'autres à l'égard de certains passages du document final.

En 1976, les réticences présentent un caractère particulier : la question de la remise en cause du modèle « classique » est posée d'une manière globale, dès la première rencontre consultative. On sait que le modèle de substitution proposé est le plus « inorganique » qu'on puisse imaginer. Tribune de discussion, forum, lieu d'échanges de vues, une « conférence » de ce type – le terme colloque conviendrait mieux – n'a plus d'autre fonction que celle d'information. Les communistes yougoslaves, italiens et espagnols iront même jusqu'à proposer que de telles réunions ne se limitent pas au seul mouvement communiste, mais qu'elles prennent en charge des questions concernant l'ensemble des forces progressistes⁷.

Cet aspect du débat – sur lequel le document final est toujours silencieux – domine à la fois la phase préparatoire et les travaux à la Conférence.

La lecture minutieuse des discours à la tribune laisse entrevoir trois conceptions quant au « modèle » de la Conférence : classique – unifiant/organique – ; nouveau – informatif/inorganique ; intermédiaire entre les deux modèles cités ci-dessus.

Du haut de la tribune, Todor Jivkov, chef de file de la tendance la plus conservatrice qui s'est exprimée à la conférence, clamera :

Je voudrais une fois de plus vous assurer que le parti communiste bulgare en coopération étroite et unité d'action avec les autres partis frères ne ménagera pas ses efforts pour la réalisation des objectifs et des tâches assignés par la présente conférence. Il ne fait aucun doute que notre conférence contribuera à la consolidation et à l'approfondissement ultérieurs de l'unité et de la cohésion des communistes de notre continent et du monde entier⁸.

On retrouve là tous les vieux clichés du temps du *Kominform* à la fois au niveau du vocabulaire et à celui de la vision unifiante qu'on accorde à toute assise internationale du mouvement communiste. On retrouve proches de cette conception, à la fois dans leurs interventions à la tribune ainsi que dans leurs positions lors de la phase préparatoire, les partis soviétique, est-allemand, tchécoslovaque, polonais, danois, ouest-allemand, turc et grec.

À l'autre extrême, les Italiens et les Yougoslaves se montrent les plus radicaux dans leur refus de toute organicité à tendance universalisante et unifiante. Ils sont en cela appuyés par les Espagnols, les Britanniques et les Roumains.

7. Cf. les interviews de Stane DOLANC dans l'hebdomadaire de Zagreb, *Vjesnik u srijedu* du 30 avril 1975, de G. PAJETTA dans *l'Unita* du 14 octobre 1975, et de Santiago CARRILLO à la *Stampa* du 14 décembre 1975.

8. Cf. l'intervention de Todor JIVKOV, p. 124.

Pour Tito, la conférence est avant tout « un échange d'opinions franc et libre ». Et il définit sa conception de ce que devrait être la nature des relations à l'intérieur du mouvement ouvrier :

les conditions objectives du développement contemporain et les spécificités des divers pays ont fait qu'il est devenu nécessaire de chercher des réponses différentes aux problèmes pratiques fondamentaux relatifs à la lutte pour les progrès sur le plan intérieur et à l'échelle mondiale. Le dialogue sur ces différences, par ailleurs objectives et inéluctables, ne pouvait être ni ajourné ni éludé. Un débat créateur sur tous ces points, débat qui doit exclure, cela va sans dire, les étiquettes et les attaques, est une des conditions indispensables pour surmonter tout ce qui gêne le développement du mouvement ouvrier, et il constitue un apport au développement de la pensée et de la pratique du socialisme.

D'où l'appel à recourir à ses

formes variées, voire nouvelles, de coopération des partis communistes et ouvriers et autres partis et mouvements progressistes ⁹.

Enrico Berlinguer fait lui aussi une mise au point sur le sens qu'il donne à la conférence, et plus précisément au « modèle » auquel celle-ci doit répondre :

(...) notre réunion n'est point celle d'un organisme international communiste, qui n'existe pas et qui ne saurait exister sous aucune forme, ni à l'échelle mondiale ni à l'échelle européenne. Notre réunion est une libre rencontre entre des partis autonomes et égaux, qui n'entraîne ni des directives ni des liens, pour aucun de nos partis. Et il est important que ce débat soit ouvert et public. Au cours de ce débat, chaque parti exprime ses propres points de vue ; bien conscient comme nous le sommes tous, que sur de nombreuses questions, même importantes, les positions sont différentes, et non seulement par la diversité des conditions objectives dans lesquelles opère chaque parti. Naturellement, les points de convergence sont importants, ainsi qu'il résulte des conclusions du Comité de rédaction ¹⁰.

Entre ces deux extrêmes, il y a des positions intermédiaires, celles des P.C. de Finlande, de Belgique et des Pays-Bas.

La tenue de la présente conférence, le nombre de partis présents et le niveau de leur représentation, l'ampleur des débats qui l'ont précédée, la richesse et la franchise de leur contenu, la capacité démontrée de surmonter les difficultés et de déboucher sur des synthèses susceptibles d'ailleurs de précisions et d'adaptations ultérieures constituent pour le Mouvement communiste et ouvrier d'Europe un résultat d'une extrême valeur. Il apparaît comme une manifestation éclatante de la volonté des partis de maintenir leur entente et leur cohésion dans le plein respect de l'autonomie de chacun ¹¹.

Le P.C. français, quant à lui, adopte sur ce point une position ambiguë, due certes à sa propre évolution interne et au tournant qu'il a pris durant la phase

9. Intervention de Josip Broz TITO, p. 201.

10. Intervention d'Enrico BERLINGUER, p. 233.

11. Allocution de Jean TERFVE, vice-président du P.C. belge, p. 175.

préparatoire. L'élaboration des thèses préparatoires au XXII^e Congrès et la rencontre Berlinguer-Marchais de novembre 1975 marquent le changement d'attitude des Français pendant cette période¹². Au début, en effet, ils ont professé une conception unifiante de la conférence, même si cette conception était réduite à sa plus simple expression. C'est, au moins, le sens qu'on peut accorder à une déclaration comme celle-ci :

Nous pensons qu'il était possible et naturel que les communistes aient des opinions, des analyses *communes* sur un certain nombre de grandes questions et aussi qu'ils mènent des actions *communes* en vue de certains objectifs¹³.

Par contre, à la Conférence, Georges Marchais prendra une position diamétralement opposée, la plus extrême possible, puisqu'il va jusqu'à demander la suppression de la conférence en tant que telle :

Nous devons dire à ce propos que, pour l'avenir, des conférences comme celle-ci ne nous paraissent plus correspondre aux besoins de l'époque. Toute élaboration d'une stratégie commune à tous nos partis étant absolument exclue, il paraît opportun de rechercher des formes nouvelles de rencontre collective, plus vivantes, plus souples et plus efficaces, permettant une discussion approfondie, franche et directe de tel ou tel grand problème de l'heure, et ne se concluant pas toujours par l'adoption d'un document¹⁴.

III – L'OBJET

Au regard de la Conférence de Karlovy-Vary, celle de Berlin semble, dans un premier temps, avoir le même objet : « Il a été convenu que la Conférence devra être consacrée à la lutte pour la paix, la sécurité, la coopération et le progrès social en Europe », annonce la réunion consultative de Varsovie, en octobre 1974.

Un an plus tard, deux mots ont été mis entre parenthèses, « progrès social ». Après la crise de l'été 1975 qui a affecté les travaux préparatoires au point de mettre en cause la tenue même de la conférence, le terme sera repris et figurera dans le titre du document final. Cette fluctuation – qui est passée inaperçue pour des nombreux observateurs – reflète en fait la troisième grande contradiction qui, après celles concernant la *filiation* et le *modèle* de la conférence, s'est manifestée au cours de la phase préparatoire et des travaux de la conférence : celle qui touche à son *objet*, en l'occurrence le registre des conceptions différentes sur la coexistence pacifique en Europe.

En effet, pour un certain nombre de partis communistes (il s'agit surtout du P.C.U.S. et de ses plus proches alliés), la Conférence de Berlin doit avoir le même objectif que la première conférence paneuropéenne : elle doit être le pilier

12. Conversation avec Gérard STREIFFE, délégué du P.C.F., lors de la phase préparatoire, Paris, juillet 1978.

13. Cf. l'intervention de Jean KANAPA à la réunion de Berlin des 9 et 10 octobre 1975, dans *France nouvelle* du 20 octobre 1975. (L'italique est de moi.)

14. Intervention de Georges MARCHAIS, p. 275.

de la politique de détente des États socialistes. Il est clair qu'une telle conception sous-estime les luttes à l'intérieur des États capitalistes, les issues « révolutionnaires » de ces luttes, enfin leur contribution à l'affaiblissement des forces impérialistes.

Le P.C. français sera le premier à réagir à cette vision des choses. Dès 1974, c'est-à-dire au lendemain même de la première réunion préparatoire qui rassemble à Budapest les représentants des 28 P.C. qui doivent organiser la conférence paneuropéenne, Jean Kanapa écrit :

En effet, il nous semble évident que le document que nous proposons d'établir ne peut être un document de caractère diplomatique, que les objectifs de la conférence ne peuvent être des objectifs diplomatiques. En disant cela, nous n'entendons nullement sous-estimer le rôle éminent de la diplomatie socialiste : elle est un des instruments de la lutte pour la paix, la sécurité et la coopération, contre l'impérialisme. Mais notre conférence sera une conférence des partis communistes destinée à définir une plate-forme et des objectifs permettant de mobiliser les masses dans cette lutte. Ses travaux et son document final doivent donc être inspirés par l'esprit offensif de lutte de classe contre l'impérialisme ¹⁵.

Dans sa lutte contre la conception « diplomatique » de la coexistence pacifique, le P.C.F. sera secondé surtout par le P.C. espagnol.

En fait, dans les années qui précèdent, d'autres partis de l'Europe capitaliste ont polémique avec le P.C.U.S. sur cette question et, en particulier, le P.C. espagnol ; le rapport présenté par Manuel Azcarate au Comité central du P.C. espagnol, en septembre 1973, s'en prend à une certaine conception de la coexistence pacifique privilégiant la *détente* entre États à régimes sociaux différents et minimisant les perspectives de transformations politiques et sociales à l'Ouest ¹⁶. Le caractère diplomatique du projet de document irrite d'autant plus les Espagnols, qu'il omet la lutte contre le fascisme. Or, sur ce thème, ils sont les plus vigilants et sensibilisés. Déjà, lors de la réunion de Budapest, en décembre 1974, ils furent ulcérés lorsque le projet de *communiqué* pour la presse brillait par l'absence d'un mot contre le franquisme. « Non sans *forcing* notre proposition fut acceptée », note avec amertume Ramón Mendezona Róldan dans ses mémoires, pour rappeler l'orientation diplomatique que les pays socialistes tentent de donner à ce genre d'assise, et leur isolement lorsque le délégué autrichien qualifia leur position de chantage ¹⁷.

Le P.C. français aussi dès la réunion de Budapest, et plus nettement encore après l'automne 1975, s'attache à faire prévaloir sa conception d'une coexistence pacifique de « combat », qui serait à la fois le résultat des luttes de classes à l'échelle mondiale et le terrain à partir duquel ces luttes de classes doivent être

15. Jean KANAPA, « Lutte de classe contre l'impérialisme », *l'Humanité*, 20 décembre 1974.

16. Manuel AZCARATE, « Sur la politique internationale du P.C.E. » (extrait), dans *Les P.C. espagnol, français, italien face au pouvoir*, pp. 197-212.

17. Ramón MENDEZONA RÓLDAN, *La Conferencia de Berlin* (texte inédit).

plus développées encore. Il s'agit donc d'un refus de la coexistence pacifique comme *statu quo* en Europe.

À la tribune de la conférence, Georges Marchais refusera à deux reprises de subordonner les luttes menées dans les pays capitalistes aux aléas et aux contraintes imposés par la diplomatie de détente et de coexistence pacifique des partis au pouvoir.

Cette coexistence pacifique ne peut en aucune façon être identifiée au *statu quo* social et politique dans notre pays, au partage du monde en sphères d'influence dominées par les États les plus puissants. Nous appelons au contraire les travailleurs français à trouver dans le nouveau rapport des forces existant dans le monde, dans la détente qui caractérise la situation en Europe, des raisons supplémentaires de confiance en l'issue de leur combat pour le changement démocratique et le socialisme¹⁸.

Et, plus loin, il ajoutera :

Par ailleurs, le développement de la coexistence pacifique pose des problèmes nouveaux dans les relations entre partis socialistes et partis des pays capitalistes. Les premiers partent de l'idée juste que le temps travaille pour le socialisme ; les seconds mettent tout en œuvre pour en finir avec le capitalisme monopoliste au plus tôt, parce qu'il y va de l'intérêt vital des travailleurs. Les uns, exerçant des responsabilités d'État, entretiennent des relations de coopération (ce qui est un succès considérable) avec des régimes que les autres combattent de toutes leurs forces. Cela est normal et il n'y a là aucune contradiction. Nous ne saurions pour autant admettre quelque démarche que ce soit qui, au nom de la coexistence pacifique entre États porterait atteinte aux intérêts de la lutte que nous menons contre le pouvoir du grand capital, pour la démocratie et le socialisme¹⁹.

Ce sera là une des premières, mais non la dernière atteinte au principe d'internationalisme prolétarien, version *Komintern*.

Pour saisir davantage le clivage entre les conceptions différentes de la coexistence pacifique, il faudra se référer à L. Brejnev. Dans son discours fleuve (le plus long, malgré le temps égal accordé aux intervenants), le secrétaire général du P.C.U.S. consacre les plus longs développements à évoquer les grandes lignes de la politique étrangère soviétique, attendant ouvertement la caution de la conférence.

Il est aussi extrêmement important de créer une trame matérielle, pour ainsi dire, de la coopération pacifique en Europe, trame qui consoliderait les liens entre les peuples et les États européens, qui augmenterait constamment leur intérêt à sauvegarder la paix pour de longues années à venir. J'ai en vue les diverses formes d'une collaboration mutuellement avantageuse : le commerce, la coopération de production, les relations scientifiques et techniques.

18. Intervention de Georges MARCHAIS, p. 271.

19. *Ibid.*, pp. 275-276.

Et c'est justement cette « trame matérielle » qui servirait aussi la classe ouvrière des pays capitalistes.

Je pense que les communistes d'Europe sont unanimes à estimer le développement ultérieur de telles relations comme utile et désirable. Elles aident à créer la base matérielle d'une paix solide. Elles répondent aux intérêts immédiats des travailleurs. Il suffit de dire que, selon les chiffres publiés en Occident, les relations économiques avec les pays socialistes assurent déjà en Europe occidentale, par ces temps de crise, du travail à des centaines de milliers ou même des millions de personnes²⁰.

À partir de cette déclaration, on saisit le décalage entre une coexistence pacifique fondée sur les intérêts strictement étatiques des pays socialistes et une coexistence pacifique en tant que contexte propice aux luttes et conquêtes sociales des forces de gauche dans les pays capitalistes.

Finalement, à Berlin, une large majorité se dégage pour, à des degrés divers, concevoir la conférence comme un support des acquis de la Conférence d'Helsinki. Les participants se rallient à l'idée qu'aux efforts des gouvernements des pays socialistes exprimés à Helsinki, il faut dès lors associer l'activité des masses populaires, d'où l'objectif primordial de la Conférence de Berlin²¹.

IV – L'INTERNATIONALISME

Sur le thème de l'internationalisme, le clivage est plus net et les alliances plus diverses. Déjà la Conférence mondiale de Moscou de 1969 avait servi de cadre à l'affrontement entre les tenants d'une conception « classique » et les promoteurs d'un nouvel internationalisme. En 1976, sur cette question, plus sans doute que sur toute autre, la *summa divisio* se manifeste ; d'un côté, ceux pour qui la fidélité inconditionnelle à la patrie du socialisme doit continuer d'être le principal critère de l'internationalisme prolétarien ; de l'autre, ceux qui prônent un élargissement du concept d'internationalisme, susceptible d'englober les exigences d'autonomie et d'indépendance des P.C.

Mais à l'intérieur de ces deux camps opposés, les différenciations sont plus complexes et plus profondes. En fait, la Conférence de Berlin marque la *coupure épistémologique* du débat sur l'internationalisme prolétarien dans cette ère des conférences.

Selon ceux qui emploient ce terme encore et uniquement, puis selon ceux qui le remplacent par son substitut « solidarité internationale », et enfin, selon ceux qui utilisent indifféremment les deux vocables pour désigner la même chose, on mesure le degré de distance pris par chaque parti avec l'histoire même du mouvement communiste ainsi que la vision qu'ils ont de son devenir.

20. Discours de Léonid BREJNEV, pp. 46-47.

21. Ont appuyé ce point de vue les P.C. d'Allemagne de l'Est, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Finlande, d'Autriche, de Turquie, de Grèce, de Chypre, d'Allemagne de l'Ouest et de Berlin-Ouest, et du Danemark.

Si tout le monde veut être internationaliste au sens marxiste du terme, on s'accorde si peu sur sa définition que le vocable d'internationalisme prolétarien disparaîtra du document final et du discours de certains dirigeants communistes à la tribune. Le décryptage de ce discours permet néanmoins de dégager quatre tendances principales sur ce thème.

Tout d'abord ceux, les plus nombreux, qui font encore de l'attitude vis-à-vis de l'URSS sinon la pierre de touche, du moins le critère principal de l'internationalisme. Dans ce groupe, on compte les P.C. d'Autriche, de Chypre, d'Allemagne de l'Est, d'Allemagne de l'Ouest et de Berlin-Ouest, de l'Union soviétique, de Bulgarie, du Danemark, de Turquie, de Grèce et de Tchécoslovaquie.

Plaidoyer pour un internationalisme version *Komintern*, le discours de Franz Muhri, président du P.C. d'Autriche, est un modèle du genre :

Nous estimons que la solidarité pratiquée avec l'Union soviétique et le P.C.U.S., avec les autres pays socialistes, avec les partis communistes et ouvriers, avec la classe ouvrière et les travailleurs, avec toutes les forces démocratiques et pacifiques de notre continent, que nous réaffirmons avec force à l'occasion de cette conférence, constitue un élément essentiel de notre politique autonome. Notre internationalisme, notre solidarité sont aussi conformes aux intérêts de la classe ouvrière autrichienne et aux intérêts de notre peuple. La propagande anticommuniste essaie de dénaturer la profession de foi envers l'internationalisme prolétarien en un « abandon de l'autonomie », en « revendication du rôle dirigeant du P.C.U.S. », qui, en fait, n'existe pas du tout. En ce qui concerne notre parti, l'internationalisme prolétarien, l'autonomie, l'égalité en droits et la non-ingérence en tant que base des relations entre les partis communistes, ne constituent pas des contradictions mais sont inséparables²².

À travers ces formules stéréotypées, il s'agit en fait de la position la plus conservatrice, qui tente de démontrer que l'internationalisme vieille école n'est pas en contradiction avec l'autonomie des P.C.

Bien que de manière plus subtile, L. Brejnev en reste au même style de définition, appelle aux mêmes mécanismes de solidarité, donc aux mêmes exigences, aux mêmes obligations qui ont lié depuis 1919 le communisme mondial à l'État soviétique :

Notre parti, fidèle aux grands idéaux de l'internationalisme prolétarien, n'a jamais séparé les destinées de l'Union soviétique de celle des autres pays d'Europe et du monde entier. La politique étrangère de l'URSS, qui vise la consolidation de la paix et de la liberté des peuples, et notre politique intérieure, dont le but est l'édification du communisme, non seulement répondent aux intérêts vitaux du peuple soviétique, mais constituent aussi, nous en sommes convaincus, notre apport à la lutte commune des communistes du monde entier pour un avenir meilleur de l'humanité²³.

22. Franz MUHRI, pp. 19-20.

23. Intervention de Léonid BREJNEV, p. 50.

À l'opposé, la démarche eurocommuniste met en cause cette logique, elle veut marquer la discontinuité, la rupture par rapport à une tradition organique, mythique et, en fin de compte, politique. Santiago Carrillo, à Berlin, dit :

Il est vrai que nous, communistes, n'avons aujourd'hui aucun centre dirigeant, aucune discipline internationale qui s'impose à nous. Ce qui nous unit, ce sont les liens d'affinité sur la base des théories du socialisme scientifique. Nous ne reviendrons pas aux structures et conceptions de l'internationalisme du passé²⁴.

D'autres, tels les Italiens et les Britanniques, tenteront d'élargir les frontières étroites de l'internationalisme, circonscrit au seul mouvement communiste, pour le dépasser.

Gordon McLennan conclut en guise de définition :

Aujourd'hui la cause de l'internationalisme, de la solidarité internationale – un principe fondamental pour les communistes – concerne des forces qui vont bien au-delà de la classe ouvrière. Nous sommes appelés à unir les forces démocratiques sur une large base et à agir ensemble contre la répression et pour un vaste mouvement de libération sociale et nationale. Cela implique une vaste alliance des différentes classes et couches sociales²⁵.

E. Berlinguer ira dans le même sens, soulignant le vrai credo du P.C.I. :

Un trait essentiel de tout parti communiste est l'internationalisme. Ce qui signifie avoir conscience d'être des participants et des protagonistes dans l'action qui se déroule à l'intérieur de son propre pays et à l'échelle internationale, de tout le mouvement des travailleurs et des peuples en lutte pour leur émancipation sociale et politique, pour leur indépendance nationale, pour la paix et le progrès de l'humanité tout entière. Ce mouvement va, à l'heure actuelle, bien au-delà des partis communistes. Il embrasse un ensemble très divers de forces politiques et sociales d'inspirations différentes²⁶.

Entre ces deux positions opposées, certains leaders communistes, tout en prenant en charge l'internationalisme ancienne version, proclament leur totale indépendance et autonomie interne. Certains vont jusqu'à employer simultanément les deux termes : internationalisme prolétarien et solidarité internationale. La solidarité entre les partis communistes

se réalise dans le respect de l'autonomie intégrale de chaque parti sur la base des principes de la solidarité internationale réciproque et inébranlable ainsi que de ceux de l'internationalisme prolétarien²⁷,

précise Aarne Saarinen, président du parti communiste de Finlande.

24. Intervention de Santiago CARRILLO, p. 99.

25. Intervention de Gordon MCLENNAN, p. 130.

26. Intervention d'Enrico BERLINGUER, p. 236.

27. Intervention d'Aarne SAARINEN, p. 13.

Alvaro Cunhal est, lui aussi, proche de cette tendance. Contrairement à Berlinguer et à McLennan, qui élargissent l'internationalisme au-delà de la seule classe ouvrière, Cunhal continue à considérer celle-ci comme le « ciment social, politique et idéologique le plus solide de toute la solidarité internationale ».

Plus proche des positions eurocommunistes – parce que le terme d'internationalisme prolétarien est absent – mais restant sur une définition intermédiaire, le discours de Jakob Lechleiter :

Le parti suisse du travail réaffirme aujourd'hui sa solidarité intégrale avec le mouvement communiste et ouvrier du monde entier dont les riches expériences inspirent et orientent ses activités. Dans le même temps, il proclame sa liberté totale de décision, d'analyse et de critique dont les limites sont tracées par les nécessités de la lutte commune contre l'ennemi commun²⁸.

Enfin, il y a les « positions spécifiques ». Dans cette catégorie, il s'agit surtout des partis communistes au pouvoir, en l'occurrence les Yougoslaves et les Roumains, pour qui les problèmes de l'internationalisme se posent en termes de relations d'État à État. Ils sont avant tout soucieux de sauvegarder leur propre indépendance et de parer à toute ingérence dans les affaires de leur État par le biais de cette notion.

Sensibilisée par sa propre histoire, la Ligue des communistes yougoslaves met en cause d'une façon radicale ce concept qu'elle considère comme dangereux²⁹. En esquisant à la tribune le sens qu'il accorde à l'internationalisme, le Maréchal Tito prend une position significative :

En prenant une part active à la vie internationale et surtout au mouvement des non-alignés, la classe ouvrière, les nations et les nationalités de Yougoslavie s'acquittent de leur dette internationaliste envers la communauté mondiale et le progrès du genre humain³⁰.

Sur ce sujet, le P.C. roumain a une conception bien particulière, et Nicolae Ceausescu fait du nationalisme la pierre angulaire de l'internationalisme.

Nous, communistes roumains, partons de la considération que chaque parti est directement responsable devant sa classe ouvrière et devant son peuple et que, menant à bien cette responsabilité, il remplit aussi l'un des grands devoirs internationaux. Notre parti considère que le patriotisme révolutionnaire, l'amour de son propre peuple, la défense de ses intérêts vitaux constituent un trait caractéristique fondamental des communistes³¹.

28. Intervention de Jakob LECHLEITER, p. 179.

29. Cf. *Le Monde* du 9 juin 1976.

30. Intervention de Josip Broz TITO, p. 196.

31. Intervention de Nicolae CEAUSESCU, p. 82.

Quant au document final de la conférence, il conclut en recourant à une terminologie nouvelle le débat porté sur l'internationalisme prolétarien. Mais ce changement lexical cache en fait une décision politique de grande importance. En effet, la disparition du vocable de l'« internationalisme prolétarien » du texte du document au profit de la « solidarité internationaliste » ne se réduit pas à une variation de vocabulaire. Il s'agit bien d'une extension de la notion de solidarité et d'une remise en cause du lien à la fois d'allégeance et de soutien qu'entretenaient, jusqu'alors, les P.C. avec le P.C.U.S. et le camp socialiste.

Lors de la phase préparatoire ce débat fut assez mouvementé et cela à cause de la position encore orthodoxe du P.C. français. En effet, lors de la préparation du projet de document, les représentants des P.C. au pouvoir semblaient être résignés à ce sujet, au point que le vocable « internationalisme prolétarien » était absent du texte présenté. Voulant sauver le concept en soi (et non pas le contenu qui lui fut donné par l'Internationale), la délégation française dirigée par Jean Kanapa avait présenté un amendement³². Ce qui suscita une discussion animée avec les Italiens et les Espagnols. Pour le combattre, Gian Carlo Pajetta et Sergio Segre affirmeront qu'il s'agit d'un concept limitatif et compromis par son histoire, et Manuel Azcarate et Ramón Mendezona Róldan³³ souligneront le caractère restrictif et ambigu de cette terminologie. Isolés du fait que même les délégations des pays socialistes ne les avaient pas soutenus – on verra par la suite qu'ils changeront d'attitude – les Français comprendront que la rigueur doctrinale est dépassée dans un débat dont l'enjeu politique prenait le pas sur la pureté théorique. Commentant la disparition du syntagme dans le projet de document final, Jean Kanapa déclarera, pour le regretter : « Ce n'est pas notre fait³⁴. »

Ce débat sur le sens de l'internationalisme, que la Conférence de Berlin met en lumière, se poursuivra par la suite à travers une polémique qui se développera au sein du communisme européen.

Les analyses du P.C.U.S. et de la majorité des P.C. de l'Est, après la conférence, semblent ignorer que la formule « internationalisme prolétarien » ne figure pas dans le document final et insistent, au contraire, sur sa validité, dénonçant « les idéologues bourgeois » qui « unissent leurs efforts pour calomnier l'internationalisme prolétarien³⁵ ». D'où les répliques, les explications données à ce sujet par ceux qui l'ont mis en cause.

Aujourd'hui, l'utilisation du terme pose un problème. Il est banni du vocabulaire des eurocommunistes comme du document final de la Conférence de

32. Conversation avec Gérard STREIFFE, Paris, juillet 1978.

33. Conversation avec Ramón MENDEZONA RÓLDAN, Madrid, juin 1978.

34. Cité par *Le Monde* du 30 juin 1976, déclaration à Radio Monte-Carlo du 28 juin 1976.

35. Cf., notamment, B. KOZINE, « Le rapprochement des pays socialistes : un processus objectif », *Vie internationale*, 10 octobre 1976.

Berlin de juin 1976 ; néanmoins, son remplacement par l'expression « solidarité internationaliste » est le fait d'un compromis de circonstance. Gian Carlo Pajetta déclare :

C'est une pure bêtise de ne plus parler d'internationalisme prolétarien, comme si nous n'étions pour l'internationalisme ; mais, vu les implications historiques du concept, et ses répercussions politiques, nous avons décidé de ne plus l'utiliser en tant que tel. D'où cette nouvelle formule de « solidarité internationale » ou « nouvelle » qui tente de le remplacer³⁶.

Giorgio Amendola soutient le même point de vue.

Quant à Jean Kanapa, il expliquait, fin 1977, les implications politiques et historiques de ce glissement de vocabulaire dans les termes suivants :

L'internationalisme, en effet, n'est pas affaire de terminologie. Nous avons été amenés à ce sujet à préférer l'expression « solidarité internationaliste » – retenue au cours des discussions préparatoires de la Conférence de Berlin – à celle d'internationalisme prolétarien. Nous ne pratiquons, on le sait, ni la religion ni la guerre des mots, et le terme d'internationalisme prolétarien n'est pour nous ni magique ni diabolique. Il nous est apparu simplement que la définition qu'en donnent une série de partis fait peser sur lui une ambiguïté dont nous ne pouvons nous accommoder. Dans leur interprétation, la pierre de touche de l'internationalisme prolétarien est la défense inconditionnelle de tout ce que fait l'Union soviétique et de tout ce qui se fait en Union soviétique. Qu'il ait fallu tendre, pendant des décennies, tous les efforts de solidarité envers le premier État socialiste de l'histoire qui devait faire face à une menace mortelle de la réaction mondiale, c'était un devoir auquel nous n'avons pas failli. Notre solidarité a même été si totale, si confiante, que nous avons été conduits à approuver des actes qui se révélèrent par la suite être des crimes. L'Union soviétique n'est heureusement plus aujourd'hui une forteresse assiégée – même si l'hostilité que lui voue l'impérialisme demeure très réelle. L'internationalisme requiert donc désormais une solidarité égale avec tous ceux qui luttent partout dans le monde pour la paix, le progrès social, la démocratie, le socialisme³⁷.

V – LES ALLIANCES

Sur la nature et le degré des alliances que peuvent (et/ou doivent) conclure les P.C. se dessine toute une série de tactiques d'union, de front, de pacte. Bien qu'aucun parti ne professe plus la tactique « classe contre classe », deux conceptions principales s'affrontent, semble-t-il, à Berlin. À une conception soupçonneuse, inquiète, vigilante et limitative, marquée par le principe léniniste de « compagnons de route » et de la pratique d'alliance telle qu'elle fut appliquée à l'Est, s'oppose une conception confiante, extensive et durable, défendue surtout

36. Conversation avec Gian Carlo PAJETTA et Giorgio AMENDOLA, Rome, mai 1977.

37. Jean KANAPA, « Le mouvement communiste international hier et aujourd'hui », *France nouvelle*, 12 décembre 1977.

par les P.C. français, italien et espagnol, partis qui défendent le principe des alliances larges, stables, des alliances qui n'ont pas un caractère purement tactique, mais devraient aussi imprimer un caractère pluraliste et démocratique à la société socialiste qu'ils entendent construire. Tout en s'accordant sur ces principes, ces partis s'attachent cependant à ne pas en faire un « modèle » et insistent sur la spécificité de leurs conditions nationales. La crise de la gauche européenne des années 1978-1979 infirmera cette volonté d'alliance qui, pour l'heure, reste du domaine du discours.

Déjà, à la Conférence de Bruxelles de janvier 1974, plusieurs tendances dans la politique d'alliance s'étaient dessinées. À Berlin, à ces mêmes tendances s'ajoute celle sur laquelle s'accordent depuis 1956 la majorité des P.C. au pouvoir, qui continuent à attribuer aux P.C. le rôle dominant sinon unique, comme cela s'est en fait passé en Union soviétique et dans les autres pays socialistes.

Cette conception « classique » d'alliance, marquée par un esprit monolithique et dirigiste est défendue par Todor Jivkov :

Nous faisons preuve de compréhension face aux efforts des partis communistes des pays capitalistes en vue de l'unité d'action de la classe ouvrière tout entière, de ses organisations politiques et autres, pour effectuer l'union de tous les travailleurs dans la lutte pour la défense de leurs intérêts vitaux, pour la recherche des voies menant à la coopération avec les sociaux-démocrates. Il est évident qu'un dialogue s'impose en l'occurrence. Il sera, à notre avis, d'autant plus fructueux et efficace que nos positions seront plus claires, que nos principes communistes seront défendus de façon plus conséquente ³⁸.

C'est déjà une critique, à peine voilée, de l'eurocommunisme. Et Jivkov met l'accent sur « l'expérience collective », ou plus précisément « les éléments universellement valables de cette expérience ».

À partir de cette diversité de vision d'alliance, la question se pose : où en est-on avec le concept léniniste d'*avant-garde* ? Évoqué de moins en moins dans le discours communiste ouest-européen, il couvre, selon les partis qui l'utilisent encore, des réalités différentes. Ainsi, pour le P.C. français, qui l'aborde encore, il s'agit de l'influence prépondérante dans la classe ouvrière, d'un rôle principal en tant qu'animateur des luttes, garant de l'évolution vers le socialisme. Pour le P.C. portugais, il renvoie au rôle dirigeant de la classe ouvrière. Sa persistance, ici et là, dans le vocabulaire communiste, témoigne de la faiblesse théorique qui pèse sur la politique d'alliance. D'où les problèmes que certaines alliances de gauche rencontrent. À Berlin, les P.C. d'Espagne, d'Italie, de Suède, de Belgique et de Suisse professent une conception des alliances qui gomme le concept d'*avant-garde* (le vocable même est absent de leurs discours). En d'autres termes, l'hégémonie, dans l'alliance, n'est plus revendiquée, et l'on s'applique au contraire à souligner la totale égalité des forces démocratiques :

Nous, communistes, ne prétendons pas être les seuls à défendre les intérêts des peuples ; nous ne voulons ni minimiser ni supprimer le rôle des autres forces ;

38. Intervention de Todor Jivkov, p. 123.

tout en sauvegardant notre indépendance et en respectant celle des autres, nous cherchons l'union et l'entente ³⁹,

assure et rassure Santiago Carrillo.

Nous ne prétendons pas au monopole dans la lutte pour les droits des travailleurs, nous sommes toujours prêts à coopérer avec d'autres forces progressistes et à soutenir leurs initiatives ⁴⁰,

déclare Jakob Lechleiter, membre du Bureau politique du parti suisse du travail.

Enfin, Enrico Berlinguer soutient que la lutte pour affirmer

le rôle dirigeant démocratique de la classe ouvrière et de ses alliés [exige] le dialogue et l'entente avec d'autres forces ouvrières et populaires, d'inspiration socialiste, social-démocrate, chrétienne ⁴¹.

Le discours français sur le problème des alliances reste ambigu, préfigurant la crise de l'union de la gauche de 1977-1978.

Nous prenons en compte à cet égard la diversité de situation des couches sociales qui constituent notre peuple, et aussi la diversité des courants de pensée, des familles spirituelles. Nous n'aspérons pas à exercer dans le mouvement démocratique aujourd'hui ni dans la société socialiste demain, un monopole mais, ce qui est très différent, à jouer un rôle d'avant-garde du progrès social et humain ⁴².

Soulignons, sur ce point précis, la différence entre le discours de Georges Marchais à la Conférence de Bruxelles en janvier 1974 et celui qu'il prononce à Berlin en 1976. À Bruxelles, l'Union de la gauche autour du Programme commun était le leitmotiv de l'intervention du secrétaire général du P.C.F. Mais entre janvier 1974 et juin 1976, l'Union de la gauche a connu de multiples difficultés et le discours de Georges Marchais à Berlin leur fait écho. En fait, son intervention reflète à la fois le tournant pris par le P.C.F. lors de son XXII^e Congrès et la précarité de l'alliance avec les socialistes ; c'est ainsi que la référence au Programme commun et à l'Union de la gauche est faite une fois, tandis que le rôle d'avant-garde du parti est relevé trois fois ⁴³.

Le document final tranche ce débat par une reconnaissance explicite et abondante du caractère heureux et nécessaire des alliances larges passées par les partis communistes d'Europe capitaliste.

VI – LES PRÉOCCUPATIONS SPÉCIFIQUES

Au-delà de ces thèmes à propos desquels les divergences se cristallisent, les travaux de la conférence – et plus précisément le discours à la tribune – font

39. Intervention de Santiago CARRILLO, p. 99.

40. Intervention de Jakob LECHLEITER, pp. 177-178.

41. Intervention d'Enrico BERLINGUER, pp. 239-240.

42. Intervention de Georges MARCHAIS, p. 269.

43. Outre les Français, font encore référence au concept d'avant-garde, les Soviétiques, les Polonais, les Tchécoslovaques, les Allemands de l'Est et de l'Ouest, et les Portugais.

apparaître la spécificité de certains partis, leurs préoccupations primordiales, et permettent de mesurer leur degré de rupture ou d'évolution par rapport au passé.

La somme des interventions et les ambiguïtés du document final laissent une impression d'éparpillement sinon d'éclatement du mouvement communiste européen. Certains partis, en effet, développeront surtout leurs préoccupations personnelles immédiates, leurs propres thèses idéologiques et mettront l'accent sur le sujet sur lequel ils souhaitent soit sensibiliser la conférence, soit s'assurer son appui, voire sa caution. Ainsi Léonid Brejnev laisse à ses proches amis le soin d'envoyer des flèches aux partis eurocommunistes, pour se consacrer, lui, au développement des grandes lignes de la politique extérieure soviétique, ainsi qu'à ses réalisations internes.

Les Roumains, actifs lors de la phase préparatoire et non hostiles aux positions « eurocommunistes », s'abstiennent à la tribune de faire la moindre référence aux thèmes litigieux. N. Ceausescu développe les thèses roumaines sur la nation, sur l'indépendance nationale, sur la société socialiste universellement développée, sur le contenu de l'internationalisme. Son discours est celui d'un chef d'État, plutôt que celui d'un dirigeant communiste s'exprimant au sein de son mouvement.

Le discours du Maréchal Tito présente lui aussi ce caractère « étatique », il insiste surtout sur ce qui fait l'originalité du socialisme yougoslave, à savoir la politique de non-alignement et l'autogestion. Même observation pour les interventions des leaders irlandais, chypriotes, danois, allemands de Berlin-Ouest et portugais. Alvaro Cunhal se tient bien en marge des débats du mouvement communiste ; il met l'accent dans son intervention sur l'expérience de la révolution portugaise et sur les problèmes liés aux anciennes colonies.

De ces interventions « spécifiques » retenons, au registre des « nouveautés » de la conférence, le droit de cité qu'acquière alors les non-alignés en entrant comme seconde composante dans la définition du camp socialiste. La participation active des Yougoslaves à la préparation de la Conférence (la première depuis 1960) se soldera en effet par la victoire de certaines de leurs thèses, en particulier la reconnaissance du rôle des non-alignés, d'où la référence quant à leur importance dans les relations internationales, dans le discours de Brejnev⁴⁴. Mais c'est surtout le document final⁴⁵ qui la consacra lorsqu'il définira, sans l'appeler par son nom, le « camp socialiste ». Cette nouvelle définition rassemble, au titre du progrès et de la démocratie, un ensemble complexe de forces étatiques et de forces sociales transétatiques : les pays socialistes, le mouvement des pays non alignés, les forces révolutionnaires ou progressistes de pays en voie de développement, le mouvement ouvrier et le mouvement démocratique.

Pour comprendre la portée de ce changement, il faut se rappeler l'évolution de cette notion de « camp socialiste ». Produit de la guerre froide et de la bipola-

44. Outre L. Brejnev, N. Ceausescu, E. Berlinguer et G. McLennan souligneront le rôle des non-alignés.

45. Cf. le texte du document final dans *l'Humanité* du 3 juillet 1976.

risation du monde à cette époque, le camp socialiste était défini dans le cadre du *Kominform* comme l'alliance entre l'URSS et les démocraties populaires, le mouvement communiste et le Mouvement de la paix. Après la dissolution du Bureau d'information et avec le début de l'ère des conférences, le camp socialiste est défini par ce qu'on appelle les trois principales forces révolutionnaires : les pays socialistes, le mouvement de libération nationale contre le colonialisme et le néo-colonialisme et la classe ouvrière des pays capitalistes⁴⁶. La définition donnée par le document final de la Conférence de Berlin est donc encore plus large. Sur ce point, les communistes yougoslaves ont obtenu gain de cause. Une de leurs idées, déjà ancienne puisqu'elle remonte à l'époque du *Kominform*, est retenue. En effet, lorsque, renouant le dialogue avec le camp socialiste, ils avaient discuté l'état de son organisation et milité en faveur de la dissolution du *Kominform*, ils avaient esquissé les traits d'un mouvement international progressiste qui, par son extension et par le rejet de toute organicité, ressemblait fort à ce qui se présente aujourd'hui.

VII – L'ANCIEN D'ABORD

Avant de cerner les « nouveautés » qui se sont cristallisées durant cette conférence, il faudra tenter de relever les *permanences*. En d'autres termes, mesurer le degré de l'inertie héritée des conférences antérieures, qu'on retrouve encore à Berlin.

Tout d'abord, le fait que la conférence s'est, en définitive, tenue et que ses participants y ont tous approuvé un « texte » final. Même si ce texte ne porte pas de nom, étant donné que ceux qui l'avaient précédé s'appelaient « déclaration », « appel », « message », même s'il n'est pas signé mais seulement « adopté », même s'il dit et ne dit pas, composant et amalgamant, il existe quand même. Et, comme toujours durant cette ère des conférences, il donnera lieu, *a posteriori*, à des interprétations multiples et contradictoires, chaque force en présence considérant qu'il reflète ses points de vue.

Quant au contenu du document, certaines analyses restent stables, surtout celles liées à la stratégie mondiale. Depuis le fameux Rapport Jdanov de septembre 1947, rédigé lors de la création du *Kominform*, le monde communiste (excepté, certes, la scission chinoise avec sa théorie des trois mondes) raisonne sur le schéma d'un monde bipolaire. Même si le camp socialiste a connu plusieurs définitions durant cette ère des conférences, même si, dans le document de la Conférence de Berlin, il perd son nom (tout en gagnant en étendue), la vision du monde reste la même. Ledit camp socialiste progresse, ledit camp impérialiste régresse. D'où la stabilité des analyses portant sur les conditions de la paix, de la sécurité en Europe, sur les grandes lignes de la coexistence pacifique. Ces permanences, ces éléments communs (même si le vocable *commun* est étrangement absent du document final) ont suscité au lendemain de la conférence

46. C'est l'ordre fixé par la Conférence de 1960 ; à la Conférence de 1969 la classe ouvrière des pays capitalistes est mise après les pays socialistes, et le mouvement de libération nationale apparaît en troisième position.

plusieurs hypothèses quant à l'évolution future du mouvement communiste. Pour les protagonistes de l'unité sans faille, c'est cette dimension-là qui sera retenue en premier, comme marquant l'importance majeure de l'assemblée :

La tenue même de la conférence, son caractère exclusivement représentatif, les positions exposées par ses participants, le contenu du document élaboré par les efforts conjugués et adoptés à l'unanimité, tout cela fut une réponse de poids aux anticommunistes de toutes orientations, à leurs tentatives d'inspirer à l'opinion mondiale la pensée que le mouvement communiste est au bord de la scission,

écrit Boris Ponomarev dans un article bilan de la conférence⁴⁷, article qui fit école si l'on en juge par ses multiples reproductions dans la presse de certains P.C. de l'Est.

L'ambiguïté entretenue par les silences et les innovations du document final a pu donner lieu à des interprétations contradictoires qui reflètent la diversité du communisme européen. De la vision triomphaliste traditionnelle des Soviétiques et de leurs proches alliés à celle, victorieuse, des Yougoslaves, en passant par les conclusions relativistes des communistes occidentaux, un riche éventail d'interprétations reflète les mutations idéologiques du mouvement communiste et les controverses qui en résultent.

Quant au *document* en soi, qui, durant cette ère des conférences, a connu des influences variables et une lente détérioration (de « charte » du mouvement il est devenu un texte plus ou moins anodin, plus ou moins pris en charge par les instances nationales des P.C.), quelques références à sa portée, faites dans le discours à la tribune, donnent la mesure du degré de l'effritement du communisme européen et du caractère inopérant du document.

Léonid Brejnev clôturera son intervention en relevant le sens qu'il donne audit document :

Je tiens à souligner que le P.C.U.S. considère ce document comme engageant notre parti à lutter avec énergie et opiniâtreté pour la réalisation des objectifs collectivement avancés par les communistes européens⁴⁸.

À l'opposé, Enrico Berlinguer exprimant le point de vue de ceux pour qui la conférence aurait pu se tenir même sans l'élaboration d'un document, dénonce la pratique « byzantine » de la querelle autour de telle ou telle formulation, querelle qui estompe le vrai débat « sur les problèmes jaillissant de la réalité vive et concrète de l'Europe ». Et c'est ce qui amène le dirigeant italien à considérer que la structure « conférence », avec son inévitable « document », est périmée, et plaider pour « l'abandon de méthodes désormais surannées ».

Nous ne savons pas si cette évaluation est partagée par les camarades de tous les partis ici représentés. Nous voulons cependant vous dire en toute sincérité qu'il s'agit là pour nous d'un point définitivement acquis.

47. Boris PONOMAREV, « La portée internationale de la Conférence de Berlin », *Kommunist*, août 1976.

48. Intervention de Léonid BREJNEV, p. 60.

Explicitant le sens qu'il donne au document, à sa portée, à ses limites, il déclare encore :

Le côté le plus positif du point de vue de la méthode a été le fait de reconnaître qu'un document pouvait être élaboré seulement à trois conditions : qu'il se borne à certains thèmes déterminés ; qu'il reçoive le consentement de tous les partis participants ; et qu'en aucun cas, il ne prétend, même indirectement, à un conditionnement de la pleine indépendance de chacun des partis dans sa ligne politique interne et internationale, et dans son élaboration politique et théorique. Le contenu du document ne reflète pas, évidemment, les positions spécifiques des différents partis. Nous-mêmes aurions énoncé d'une manière différente plusieurs de ces points. Cependant, la signification importante et sous bien des aspects innovatrice d'un grand nombre de positions accueillies dans le document ne nous échappe point ⁴⁹.

Ainsi, chacun pense avoir gagné, chacun publie ce qui va dans le sens de ses options politiques, chacun, à partir du document final, se dit sûr de détenir les clés de la vérité et de la fidélité à des décisions prises en commun. Ce qui n'est pas sans rappeler les années soixante où, durant la longue polémique engagée par, ou avec, les communistes chinois et albanais, chacun affirmait sa fidélité au nom des documents signés lors des conférences de 1957 et de 1960.

En fait, E. Berlinguer, de même que tous les promoteurs de l'eurocommunisme, met en cause à Berlin toute la pratique d'inconditionnalité aux textes émanant des instances du mouvement communiste.

Et c'est ce qui nous amène à avancer l'hypothèse qu'une page d'histoire se clôt à Berlin. Il faudra voir maintenant dans quelle mesure les « nouveautés » que la conférence fait émerger laissent ouverte l'éventuelle perspective d'un « autre communisme », d'un « autre internationalisme », d'une « autre organicité » du mouvement communiste et ouvrier.

VIII – LE REFUS DE L'ANCIEN, À LA RECHERCHE DU NOUVEAU

Les « nouveautés » mises en évidence par la Conférence traduisent en fait la recherche du nouveau rapport à l'histoire du mouvement communiste et une révision d'attitude face à ce qu'on a considéré comme la « cité idéale », à savoir les pays socialistes.

Tout d'abord, le discours tenu à la Conférence de Berlin consacre encore plus que la Conférence de 1969 la reconnaissance de la *différence* et de la *divergence* qui marquent le mouvement communiste contemporain.

Le document final l'exprime, notamment à travers deux thèmes qui se confrontent plus qu'ils ne se répondent : celui, explicite, de l'autonomie des

49. Intervention d'Enrico BERLINGUER, pp. 233-234.

partis développé⁵⁰ longuement et à de nombreuses reprises, celui, implicite, de l'unité qui ne se matérialise que dans l'existence du document et dans l'énoncé d'objectifs qui sont présentés comme étant les mêmes pour tous sans pour autant être qualifiés de « communs » – la paix, la sécurité, le progrès social, etc.

Et pour les atteindre, le mouvement communiste semble s'en remettre à l'espoir que de sa diversité naîtra l'unité de ses moyens.

En effet, outre la phase préparatoire – cadre privilégié où la *différence* et la *divergence* se donnent libre cours – lors des travaux de la conférence, cette réalité fait son entrée dans la vie du mouvement communiste, s'exprimant à la tribune même. Le phénomène en soi n'est pas nouveau. Mais cette fois-ci il est repris d'une façon plus frontale. Reconnaisant que la préparation de la conférence a été longue et laborieuse, exigeant patience et effort permanent de compréhension, nombreux sont ceux – et surtout parmi les partis de l'Europe capitaliste – qui relèvent la diversité des problèmes auxquels sont confrontés les partis communistes européens.

Nous pensons même que ces difficultés et l'ampleur des discussions qu'elles ont entraînées constituent en fin de compte un acquis très positif. Elles ont permis de mieux saisir la multiplicité et la complexité des problèmes avec lesquels sont confrontés chacun de nos partis et l'ensemble du mouvement lui-même⁵¹,

déclare Jean Terfve, vice-président du P.C. belge. Le parti communiste norvégien, bien qu'il donne encore la priorité au caractère unificateur de la conférence, n'omet pas, lui non plus, de relever la diversité qui marque le communisme européen :

Malgré notre diversité, nous avons réussi à établir des points communs dans les questions décisives et importantes intéressant nos partis et nos peuples. Malgré toutes nos différences, ce qui unit les communistes du monde entier est bien plus⁵².

Mais ce sont les partis « eurocommunistes » qui mettent vraiment les points sur les i, étant les seuls à évoquer les *divergences* qui marquent le M.C.O.I. et dont la conférence a été le catalyseur. Lors de son intervention, Santiago Carrillo évoque d'entrée de jeu les *divergences*

qui ne pourraient d'ailleurs être résolues que dans la discussion, dans un esprit de critique et d'autocritique, en reconnaissant la diversité de vues et de formes nationales du socialisme et de la politique socialiste⁵³.

50. Il traverse comme un fil directeur le document. On le retrouve dans les formules de compromis, dans une certaine hiérarchie des mots ou en filigrane lorsqu'on aborde toute une série de sujets liés à l'objet de la conférence. Ainsi, par exemple, pour bien marquer la priorité de l'autonomie des P.C. par rapport à leurs buts communs, d'entrée de jeu le document précise, pour évoquer l'objet de la conférence, que c'est « sur la base de la ligne politique qui a été définie pour chaque parti de manière autonome et adoptée en toute indépendance en fonction du contexte social, économique et politique, ainsi que des particularités nationales de son pays » que les P.C. vont « atteindre les buts que sont la paix, la démocratie et le progrès social ».

51. Intervention de Jean TERFVE, p. 169. Le P.C. belge semble se situer dans la catégorie intermédiaire des P.C. « en voie d'eurocommunisme ».

52. Discours de Martin Gunnar KNUTSEN, président du parti communiste de Norvège, p. 278.

53. Intervention de Santiago CARRILLO, p. 98.

Il ira jusqu'à préconiser une nouvelle scission, si cette différence n'est pas acceptée par tous les partis :

Il est nécessaire que la diversité de notre mouvement soit acceptée une fois pour toutes et que l'on renonce aux intrigues destinées à la mettre en cause. Les différences ne conduiront à aucun schisme à condition que l'on n'élève pas en dogme ses propres conceptions, que l'on respecte le caractère autonome et les positions de chaque parti et que l'on conserve une attitude marxiste créatrice face aux mutations de l'époque à laquelle nous vivons ⁵⁴.

Certains partis, le P.C. britannique notamment, mettent l'accent sur le caractère laborieux de la préparation de la conférence, comme pour effacer les ambiguïtés du fait qu'elle s'est tenue malgré tout :

Il est bien connu qu'au cours des préparatifs de cette conférence qui ont commencé il y a près de deux ans, des difficultés et des divergences d'opinion sont apparues. Le haut degré d'accord dont témoigne le document prouve dans quelle mesure nous avons réussi à surmonter par des discussions démocratiques ces difficultés et à nous mettre d'accord sur les importantes questions concernant la paix et le progrès social en Europe.

Et Gordon McLennan poursuit :

À notre époque, il ne peut y avoir de centre dirigeant [et] ... on ne peut plus surmonter les différences d'opinions par décision majoritaire ⁵⁵.

Les partis communistes au pouvoir ont eux aussi leur mot à dire à ce sujet. Conscients qu'on ne peut plus escamoter cette réalité et continuer de voir inébranlablement dans la conférence l'expression de l'unité et de la cohésion du mouvement communiste, ils l'affrontent cette fois, mais d'une façon bien particulière. Il s'agit, en fait, d'une reconnaissance de la différence (certes par de la divergence) plutôt formelle, parce qu'elle se fait à partir des mêmes positions monolithiques, esquissées avec les mêmes clichés et formules stéréotypés. Todor Jivkov reconnaît qu'

Il n'est un secret pour personne que des différences peuvent surgir entre les partis frères. Notre position sur ce sujet est nette. Il y a trois mois, elle a été réaffirmée par le XI^e Congrès du parti communiste bulgare. Ce qui importe, c'est d'examiner ces différences dans un esprit de camaraderie, dans l'esprit du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien et, au moyen des efforts communs, de fixer les orientations, pour la réalisation des objectifs communistes communs ⁵⁶.

Mais une des « nouveautés » les plus spectaculaires de la Conférence, et avec des conséquences imprévisibles pour l'avenir du mouvement communiste, c'est la mise en cause du *statut du P.C.U.S.* et avec lui de l'*expérience des pays*

54. *Ibid.*, p. 103.

55. Discours de Gordon McLENNAN, p. 134.

56. Intervention de Todor JIVKOV, p. 121.

socialistes. Le phénomène n'est pas nouveau sur ce point non plus. Mais à la Conférence de Berlin, il se manifeste d'une façon particulièrement significative.

En effet, il était devenu une coutume, un rite dans le cadre de toute grande assemblée communiste – internationale ou nationale – de faire d'abord le triple éloge de l'URSS : État, parti, et secrétaire général. Ensuite, du camp socialiste, c'est-à-dire surtout des États socialistes : réalisations sociales et rôle bénéfique dans les relations internationales. Enfin, en guise de théorisation, on relevait leur rôle d'exemple vivant dans l'application des « lois » universelles de l'édification du socialisme.

Le décryptage du discours de la Conférence de Berlin permet de dégager en gros quatre attitudes :

1) Certains partis englobent dans leur éloge tous les éléments énoncés ci-dessus et dans le style dithyrambique propre à l'ère stalinienne. Ce sont surtout les Bulgares, les Tchécoslovaques et les Allemands de l'Est.

Le programme de politique étrangère du P.C.U.S. est le *modèle* d'une interprétation réaliste et scientifique (...) La voix du grand Parti de Lénine, la voix de ses congrès (...) est pour les communistes et pour les gens progressistes de par le monde une source de connaissances, d'*expériences* et d'inspiration. La vérité exige que l'on souligne particulièrement que les succès remarquables remportés par la paix et le socialisme au cours des dernières années sont étroitement liés à l'activité (...) du Comité central du P.C.U.S. et du gouvernement soviétique (...) à la grande contribution personnelle du camarade Léonid Ilitch Brejnev... 57.

Même discours chez Gustav Husak qui insiste sur la portée universalisante des travaux du XXV^e Congrès du P.C.U.S., donnant des citations de Brejnev à l'appui. Erich Honecker proclame également :

Nous estimons grandement le Comité central du parti communiste de l'Union soviétique et le camarade Leonid Brejnev, son secrétaire général, pour leur action infatigable afin de libérer les peuples du fléau de la guerre 58.

2) Une autre série de partis, tout en s'abstenant de personnaliser l'éloge à travers le secrétaire général soviétique, continue de relever l'apport universalisant de l'URSS. Il s'agit surtout des P.C. polonais, chypriote, turc, grec, allemand de l'Ouest.

3) Certains, plus nombreux, font l'éloge global de l'action des pays socialistes dans le cadre de relations internationales et de leurs réalisations sociales. Il s'agit du sens et du contenu de ce qu'on pourra appeler un nouveau concept, celui du « socialisme réel », concept qui connaîtra sa vraie fortune lors de la polémique qui éclatera dans le M.C.O.I. après la Conférence de Berlin.

(...) C'est le socialisme tel qu'il est réellement pratiqué qui fournit la preuve concrète que les crises destructrices, le chômage et d'autres régressions sociales

57. Intervention de Todor JIVKOV, p. 119. (L'italique est de moi.)

58. Intervention d'Erich HONECKER, p. 219.

ne sont pas une nécessité propre à notre époque, mais qu'ils sont des produits du système capitaliste ⁵⁹,

déclare Knud Jespersen, président du parti communiste du Danemark. Dans cette catégorie, on relève également les P.C. autrichien, roumain, luxembourgeois, finlandais, soviétique et, de façon plus nuancée, s'exprimant en termes plutôt de solidarité que d'éloge, le P.C. portugais.

4) Enfin, il y a ceux, peu nombreux encore, qui entament la *critique* des expériences socialistes elles-mêmes. C'est l'aspect le plus *important* et le plus *novateur* de la Conférence de Berlin. Même si elle est réduite aux seuls quatre partis espagnol, italien, français et suédois, c'est pour la première fois dans l'histoire du mouvement communiste que la *critique* à l'encontre de certains aspects liés aux relations avec l'URSS ou à des réalités sociales et politiques des pays socialistes, s'exprime à la tribune même de la conférence. Le plus émouvant, mais aussi le plus radical dans cette rupture, face à l'héritage de l'Internationale, sera Santiago Carrillo. À partir d'un parallèle entre les premiers chrétiens et les jeunes P.C., le dirigeant espagnol tente une explication de ce que fut durant une longue période et encore de nos jours pour de nombreux P.C., l'esprit d'inconditionnalité face à l'Union soviétique.

Les souffrances que nous avons dû endurer et que nos partis endurent encore, notre période des catacombes, ont fait naître dans nos rangs une fusion entre le socialisme scientifique et une sorte de mystique du sacrifice et de la prédestination ; c'était comme si nous avions une nouvelle Église avec nos martyrs et nos prophètes. Des années durant, Moscou, où nos rêves commençaient à devenir une réalité, a été notre Rome. Nous parlions de la grande Révolution socialiste d'Octobre comme de notre nativité. C'était là notre période d'enfance. Aujourd'hui, nous sommes devenus adultes. (...) Nous perdons chaque jour davantage les traits caractéristiques d'une Église ; le contenu scientifique de nos théories vient remplacer la fin et la mystique de la prédestination ⁶⁰.

D'une façon plus ponctuelle, le parti suédois critique l'absence des libertés :

Le rejet des fautes commises du temps de Staline, a signifié une autocritique nécessaire et un important progrès. Le processus de démocratisation doit continuer. C'est pourquoi il faut discuter dans un esprit autocritique des restrictions ou insuffisances encore existantes des droits démocratiques. Une telle critique n'est pas négative. Elle exprime notre souci du socialisme ⁶¹.

Même genre de remarque chez Georges Marchais qui essaie de montrer que la critique ne doit pas être interprétée comme une atteinte à la solidarité internationale.

... Nous exprimons franchement notre point de vue sur ce qui nous paraît s'en écarter dans la pratique de tel ou tel pays socialiste ⁶².

59. Intervention de Knud JESPERSEN, p. 67.

60. Intervention de Santiago CARRILLO, p. 97.

61. Intervention de Lars WERNER, p. 207.

62. Intervention de Georges MARCHAIS, p. 276.

Sur ce point, E. Berlinguer est encore plus explicite, lorsqu'il tente de dissocier le principe de non-ingérence dans les affaires des autres partis de celui du droit à la critique de chacun.

Nous pensons que le respect du principe de la non-ingérence ne peut pas exclure la liberté de jugement sur les positions théoriques ou politiques des autres partis, ainsi que sur des événements particuliers de la vie internationale et du mouvement ouvrier. Tout le monde sait, par exemple, que nous, communistes italiens, tout en soulignant toujours les grandes conquêtes des pays socialistes, avons exprimé à plusieurs reprises des jugements critiques, soit sur certains événements et situations (comme, par exemple, à propos de la Tchécoslovaquie), soit sur des problèmes plus généraux afférents au rapport entre démocratie et socialisme dans plusieurs pays socialistes. De leur côté, les camarades d'autres partis communistes et ouvriers ont exprimé explicitement ou indirectement, dans leurs articles ou discours, des positions critiques à l'égard de nos orientations et convictions, concernant des aspects importants de notre conception du socialisme, comme par exemple ceux qui se réfèrent au pluralisme. Tout en ne partageant pas ces jugements critiques, nous considérons comme légitime qu'ils soient exprimés. Et notre souhait est même que sur ces grands thèmes le débat dans le mouvement ouvrier se développe, certes, en un esprit d'acuité et de compréhension, mais aussi de la manière la plus libre et franche⁶³.

Enrico Berlinguer dresse là le tableau des relations inter-partis telles qu'elles se sont cristallisées dans le cadre de la Conférence de Berlin, et reflétées à la fois lors de la phase préparatoire, dans le discours à la tribune et dans le document final. En effet, l'URSS n'est mentionnée qu'une fois dans le document, et cela non pas dans des termes d'éloge habituels ni pour souligner la place qu'elle occupe dans le mouvement communiste, mais seulement pour la reconnaître comme l'une des cibles de choix des forces impérialistes et réactionnaires⁶⁴.

La critique de certains aspects de la réalité des pays socialistes amène à la redéfinition du terme « anticommuniste ». Ce sont les partis les plus « orthodoxes » qui font état dans leur discours à la tribune de ce problème, en mettant au même niveau et en assimilant comme naguère les termes d'antisoviétique avec celui d'anticommuniste. Il s'agit d'une protestation presque codifiée qui se manifeste par l'accent et le rappel de l'équation anticommuniste = antisoviétique. On compte dans cette catégorie surtout les P.C. allemands (de l'Est, de l'Ouest et de Berlin-Ouest), bulgare, tchécoslovaque, chypriote, luxembourgeois, norvégien, grec et turc.

Malgré ces interventions, le document final, même s'il continue de voir dans l'antisoviétisme une des manifestations de l'anticommunisme, n'en fait pas, ou plus, son critère suprême. La nouvelle définition de la catégorie « anticommunisme » tente aussi de dissocier les critiques adressées au communisme de l'anticommunisme à proprement parler.

63. Intervention d'Enrico BERLINGUER, pp. 241-242.

64. J. Bilen, secrétaire général du P.C. turc, considérera comme une des « faiblesses » du document final, le fait que « l'Union soviétique n'est pas citée parmi les principales forces du processus révolutionnaire mondial ». Cf. l'intervention de J. BILEN, p. 136.

Évoquant « les dommages que l'anticommunisme militant cause au développement du mouvement en faveur du progrès et de la paix », le document détermine la frontière entre les positions critiques et les positions ennemies.

Les partis communistes ne considèrent pas comme anticommunistes tous ceux qui ne sont pas d'accord avec leur politique ou qui adoptent une attitude critique envers leur activité.

Et le document poursuit en tentant de dissocier l'anticommunisme de l'anti-soviétisme :

L'anticommunisme est et reste un instrument dont se servent les forces impérialistes et réactionnaires non seulement contre les communistes, mais aussi contre d'autres démocrates et contre les libertés démocratiques. Ces forces lancent des campagnes contre les partis communistes, contre les pays socialistes, à commencer par l'Union soviétique, contre les forces du socialisme et du progrès, campagnes qui visent à discréditer la politique et les idéaux des communistes auprès des masses populaires, à empêcher l'unité du mouvement ouvrier et la coopération des forces démocratiques et populaires. Il est dans l'intérêt de l'aspiration au progrès et au développement démocratique, manifestée par les forces populaires, d'isoler et de vaincre l'anticommunisme ⁶⁵.

Ce paragraphe est un exemple du compromis issu de longues transactions et de querelles byzantines, visant à réconcilier toutes les forces en présence. Il est un exemple éclatant de l'érosion du mythe de la « cité idéale » que représentaient naguère l'URSS et son camp. Les subtilités de langage ne réussissent pas à cacher la mise en cause des expériences socialistes existantes, et celle de l'histoire même du mouvement. À l'éloge historico-symbolique de l'URSS correspondait presque comme un corollaire rituel durant les années soixante la critique de la Chine. À la Conférence de Berlin, cette critique semble en voie de disparition. Il n'y a plus à proprement parler de développement autour de ce sujet, seulement quelques allusions adressées d'ailleurs plutôt au maoïsme qu'à la Chine elle-même ⁶⁶.

Une autre « nouveauté » de la Conférence réside dans la redéfinition du terme « libertés ». Ce sont les eurocommunistes qui soulèvent ce problème, énonçant explicitement le sens et le contenu nouveau qu'ils donnent à ce terme. Certes, déjà à la Conférence de 1969, le vocable fait son entrée dans le discours de certains partis. Mais en 1976, il est davantage défini.

Ce débat sur les libertés marque un nouveau clivage du communisme européen et une des caractéristiques fondamentales de l'eurocommunisme. Il est, d'ailleurs, intrinsèquement lié à la critique des sociétés socialistes existantes. La forme de cette critique diffère d'un parti eurocommuniste à l'autre, mais tous dénoncent le manque de libertés dans ces pays.

65. Document final de la Conférence de Berlin, dans *l'Humanité*, 3 juillet 1976.

66. Seuls d'ailleurs le P.C.U.S. et les P.C. bulgare, allemand de l'Est, portugais et autrichien se livrent à ces critiques. Mais là aussi, il faut souligner que lesdites critiques, bien floues, sont plutôt adressées à la politique étatique qu'à la pratique idéologique ou de parti des communistes chinois.

À Berlin, c'est à travers le discours de Franz Muhri, président du parti communiste d'Autriche, qu'on saisit ce décalage entre le sens donné aux libertés par les partis eurocommunistes et ceux qui, en Occident, sont encore attachés à un projet de société proche de celui expérimenté à l'Est :

La voie vers le socialisme et l'édification de la nouvelle société sont liées de façon inséparable à la défense et l'extension des droits démocratiques, à l'accomplissement des droits et des libertés démocratiques d'une qualité supérieure en faveur des travailleurs, à savoir le droit au travail et à la sécurité sur le plan social, le droit à l'enseignement, la garantie d'un encadrement médical suffisant et le droit pour tous les citoyens à un logement décent, le droit à une information objective, la possibilité de participation la plus large à la discussion de mesures sociales et à leur adoption, la liberté de conscience, l'égalité en droits des femmes. En même temps, nous disons ouvertement à nos frères de classe sociaux-démocrates qu'il n'existe ni démocratie ni liberté absolues pour tous ⁶⁷.

Il s'agit, en fait, du refus de ce que globalement les communistes appellent « les libertés formelles, bourgeoises » et que la démarche eurocommuniste réhabilite en les prenant à son compte. Elle tente de démystifier leur caractère bourgeois en démontrant qu'au contraire, il s'agit des libertés conquises par les masses populaires.

En certaines occasions, on a pu évoquer les libertés « formelles » en les sous-estimant quelque peu. Nous qui avons subi 40 années de dictature fasciste, avons appris la valeur réelle de ces libertés qui méritent d'être défendues très énergiquement. Ces libertés ne sont pas une conquête de la bourgeoisie mais ont été conquises par le peuple, par les masses populaires. Aucun concept, aucun régime social, et encore moins le socialisme ne nous fera accepter l'idée de leur disparition ⁶⁸,

soutient avec conviction Santiago Carrillo.

On peut ainsi tenter – au moins à l'heure de la Conférence de Berlin – un premier classement des P.C. entre eurocommunistes et non-eurocommunistes selon la façon dont ils développent le thème des libertés. Outre les Espagnols, ce sont les Britanniques, les Suédois, les Italiens et les Français qui insistent sur cet aspect, et tentent de réhabiliter un projet de société où la pluralité idéologique est clairement définie et les libertés individuelles rétablies. Celles-ci sont énumérées en détail par Gordon McLennan :

Notre objectif est une Grande-Bretagne socialiste où seront garanties la liberté de presse, la liberté de réunion et la liberté de manifestation, de même que la liberté d'opinion, de religion, la liberté culturelle, artistique et scientifique, la libre circulation, la liberté syndicale et le droit de grève, ainsi que la libre activité de tous les partis politiques démocratiques y compris des partis d'opposition ⁶⁹.

67. Intervention de Franz MUHRI, p. 21.

68. Intervention de Santiago CARRILLO, p. 102.

69. Intervention de Gordon MCLENNAN, p. 133.

Enrico Berlinguer ira plus loin encore, étendant cette notion de liberté aux aspects économiques de la société socialiste projetée :

Nous luttons pour une société socialiste ayant à sa base l'affirmation de la valeur des libertés personnelles et collectives et de leur garantie : des principes du caractère laïc, non idéologique de l'État et de son articulation démocratique ; de la pluralité des partis et de la possibilité de l'alternance des majorités de gouvernement ; de l'autonomie des syndicats, des libertés religieuses, de la liberté d'expression, de la culture, de l'art et des sciences. Dans le domaine économique, il s'agit d'assurer un développement productif élevé, au moyen d'une programmation démocratique s'appuyant sur l'existence et le rôle positif de formes diverses d'initiative et de gestion...⁷⁰.

Cette position du P.C.I. n'est pas nouvelle ; par contre, Georges Marchais, en développant pour la première fois sur la scène du mouvement communiste, le point de vue du P.C.F. sur ce thème, indique ouvertement le tournant pris par le parti lors de son XXII^e Congrès :

Le socialisme pour lequel nous luttons (...) sera profondément démocratique, non seulement parce qu'il assurera aux travailleurs la condition *sine qua non* de leur liberté en supprimant l'exploitation, mais aussi parce qu'il garantira, développera et étendra toutes les libertés que notre peuple a conquises. Qu'il s'agisse des libertés de pensée et d'expression, de création et de publication, des libertés de manifestation, de réunion et d'association, de circulation des personnes à l'intérieur du pays et à l'étranger, des libertés religieuses ou du droit de grève. Qu'il s'agisse aussi du respect du suffrage universel (avec la possibilité d'alternance démocratique qu'il comporte), du droit à l'existence et à l'activité des partis politiques, y compris des partis d'opposition, de l'indépendance et de la libre activité des syndicats, de l'indépendance de la justice ou de refus de toute philosophie officielle. Qu'il s'agisse enfin de l'extension des droits des travailleurs dans l'entreprise ou de l'autonomie des régions et collectivités locales dans l'exercice de leurs pouvoirs. Le socialisme dans notre pays doit s'identifier à la sauvegarde, à l'épanouissement et au développement des acquis démocratiques que des luttes longues et opiniâtres ont permis à notre peuple d'obtenir⁷¹.

Ce discours sur les libertés est aussi, sinon surtout, une critique de leur absence là où les partis communistes sont au pouvoir. Ainsi le P.C. suédois critique quasi explicitement l'absence des droits individuels dans les pays socialistes :

Nous estimons également que les décisions sur les échanges accrus d'informations, les contacts élargis au-delà des frontières, le droit à la réunion des familles constituent des progrès importants et doivent être réalisées dans la pratique. Les droits fondamentaux de l'individu y jouent un rôle essentiel⁷².

Enfin, dernière et non moins importante « nouveauté », l'*eurocommunisme* qui fait, cette fois-ci, son entrée sur la scène du mouvement communiste. Si ses

70. Intervention d'Enrico BERLINGUER, p. 239.

71. Intervention de Georges MARCHAIS, pp. 267-268.

72. Intervention de Lars WERNER, p. 203.

origines remontent à la Conférence de Moscou de 1969, où se sont dessinées ses premières caractéristiques, si c'est à la Conférence de Bruxelles de 1974 qu'il se cristallise, c'est à Berlin que l'eurocommunisme connaîtra une stabilisation et consolidation certaines. Accepté, voire encouragé par certains, récusé et critiqué plus ou moins implicitement par d'autres, il acquiert de ce fait droit de cité. Pour tout cela, la Conférence de Berlin peut être considérée comme la seconde étape importante du processus eurocommuniste.

Entre ces deux étapes – Bruxelles 1974 et Berlin 1976 – des formulations communes⁷³ ont scellé l'entente entre certains P.C. de l'Europe capitaliste et du Japon et permis de saisir leurs points de convergence et, par là, de cerner davantage leur dénominateur commun, l'eurocommunisme, en tant que phénomène nouveau du monde communiste, mais aussi – et cela est encore plus important – en tant que processus historique.

Les seuls à accepter le vocable en tant que tel à Berlin furent les Italiens qui rappellent cependant qu'ils n'en ont pas la paternité. Comme les Espagnols et les Français, ils tentent d'en donner une définition approximative. Enrico Berlinguer constate :

Il est très significatif que quelques autres partis communistes et ouvriers de l'Europe occidentale soient parvenus, par le chemin d'une recherche autonome, à des élaborations analogues quant à la voie à suivre pour arriver au socialisme et quant aux caractères de la société socialiste, à construire dans leurs pays (...) C'est à ces élaborations et recherches de type nouveau que certains donnent le nom de « eurocommunisme ». Ce terme n'est évidemment pas de nous, mais le fait même qu'il circule aussi largement montre bien à quel point est étendue et profonde l'aspiration à ce que, dans les pays de l'Europe occidentale, s'affirment et progressent des solutions de type nouveau dans la transformation de la société en un sens socialiste⁷⁴.

Georges Marchais – sans appeler encore l'eurocommunisme par son nom (il le fera plus tard lors du sommet de Madrid en mars 1977) – apporte lui aussi des éléments de définition :

Nous constatons avec intérêt que, par delà des différences de situations dont ils tiennent compte comme nous, d'autres partis communistes de pays capitalistes industrialisés en Europe, ainsi qu'au Japon, estiment faire face à des problèmes fondamentaux communs, qu'ils y apportent des réponses analogues et définissent une perspective socialiste fortement marquée d'un même souci démocratique⁷⁵.

73. Les plus importantes qui ont marqué la cristallisation et la perception du phénomène eurocommuniste furent : 1. le sommet italo-espagnol de Livourne en juillet 1975 ; 2. le sommet franco-italien de Rome en novembre 1975 ; 3. le sommet franco-britannique à Paris en mai 1976 ; 4. le meeting Berlinguer-Marchais à Paris en juin 1976 ; 5. la conférence italo-espagnole à Rome en septembre 1976 (première réunion publique bien qu'à l'étranger du P.C.E.) ; 6. sommet italo-français-espagnol de Madrid de mars 1977.

74. Intervention d'Enrico BERLINGUER, p. 239.

75. Intervention de Georges MARCHAIS, pp. 269-270.

Santiago Carrillo, à Berlin, récuse le terme qui figurera plus tard dans le titre d'un de ses livres ⁷⁶.

On parle ces derniers temps d'« eurocommunisme » dans des milieux qui nous sont étrangers. Le terme n'est pas justifié, il n'existe pas d'« eurocommunisme » car certains partis communistes non européens comme le parti japonais ne peuvent entrer dans cette catégorie.

Mais tout en récusant le terme lui-même compte tenu de ses implications géographiques, Santiago Carrillo définit son contenu politique : il s'agit en l'occurrence d'un socialisme qui ne

prendra pas des formes dictatoriales, mais se fera dans le respect du pluralisme politique et idéologique, sans parti unique et en respectant pleinement à tout moment les résultats du suffrage universel ⁷⁷.

D'autres partis connaissent un processus d'évolution similaire, même si le degré et le rythme n'en sont pas les mêmes pour chacun ⁷⁸.

Mais ce qu'il faut surtout relever ce sont les encouragements venus de la part de certains partis au pouvoir, qui, dans leur pays, sont loin d'évoluer vers des positions eurocommunistes. Le Maréchal Tito constate :

On voit s'affirmer de plus en plus aujourd'hui au sein du mouvement communiste différentes voies dans la lutte pour le socialisme et de nouvelles formes de coopération des forces révolutionnaires et démocratiques les plus larges, fondées sur des principes d'indépendance, d'égalité des droits, d'autonomie et de non-ingérence (...) Cela a déjà abouti au renforcement de nombre de partis communistes et ouvriers et à l'accroissement de leur influence politique à l'échelle nationale, ce qui a également des répercussions positives sur la situation politique générale en Europe ⁷⁹.

Nicolae Ceausescu va pratiquement dans le même sens lorsqu'il évoque « les nouvelles formes de lutte sociale et d'édification de la société » qui apparaissent continuellement,

en rapport avec le degré de développement des forces productrices et avec les particularités historiques, sociales et nationales ; la prise en considération de ces différences conduira à l'enrichissement incessant du socialisme scientifique, du marxisme-léninisme contemporain par de nouvelles expériences pratiques et de nouvelles conclusions théoriques ⁸⁰.

Il s'agit, en fait, d'une reconnaissance implicite du fait eurocommuniste et de sa prise en compte dans le patrimoine général théorique et pratique du mouvement.

76. Santiago CARRILLO, *L'Eurocommunisme et l'État*, Paris, Flammarion, 1977, 255p.

77. Intervention de Santiago CARRILLO, p. 103.

78. Les P.C. britannique et suédois et celui de Saint-Marin peuvent être rattachés à cette tendance. D'autres partis se placent sur des positions intermédiaires, en « voie d'eurocommunistation » : (les P.C. belge et suisse, par exemple).

79. Intervention de Josip Broz TITO, pp. 200-201.

80. Intervention de Nicolae CEAUSESCU, p. 76.

Léonid Brejnev s'interroge, quant à lui, sur la validité de la démarche, étant donné qu'elle n'a pas encore subi l'épreuve du pouvoir.

Tout en accordant une grande attention à l'activité créatrice de nos camarades membres de notre famille communiste, nous partons du fait que seule l'expérience pratique peut servir de critère de la justesse ou, au contraire, de l'erreur de telle ou telle thèse. Mais avant que la pratique ne prononce son verdict définitif, on peut ou on doit vérifier ces thèses dans une discussion entre camarades, par une large confrontation des points de vue et de l'expérience des différents partis. Il est évident que la théorie, la pratique et notre cause commune ne peuvent qu'y gagner ⁸¹.

Cette intervention, au moins au niveau du discours, ne prend pas d'accent critique ni polémique. Il s'agit d'abord d'une invitation à tenir compte des expériences déjà réalisées ; mais il s'agit aussi des interrogations que toute démarche idéologique peut susciter tant qu'elle n'a pas été vérifiée par la pratique.

CONCLUSION

Par toutes ces « nouveautés » – changements ou approfondissements – la Conférence de Berlin semble fermer la séquence historique des Conférences ouverte en 1957. Elle représente un moment charnière dans l'histoire du mouvement communiste, surtout européen. Elle fait éclater au grand jour les contradictions, les potentialités, les ouvertures de vingt années d'histoires du M.C.O.I., les années peut-être les plus mouvementées, qui ont succédé aux trente années de quasi-immobilisme fixé par le *Komintern* et le *Kominform*.

On retrouve à Berlin une foule de problèmes rencontrés par ailleurs dans cette ère des Conférences couvrant la période 1957–1976. On y saisit mieux les mutations et les ruptures idéologiques et organiques opérées par certains partis durant cette période. Enfin, la voie eurocommuniste s'y dessine mieux, s'y voit confirmée. Une première ébauche de définition peut ainsi être avancée. Produit de la crise du mouvement communiste et concernant plus précisément les partis communistes qui évoluent dans des sociétés capitalistes développées, l'eurocommunisme s'exprime à des rythmes asynchrones et selon des registres différents, par une tendance à l'inorganiation du mouvement communiste, par des mutations, voire des ruptures avec une série de concepts léninistes et avec les mœurs léguées par l'Internationale communiste ; par une stratégie graduelle de conquête du pouvoir et de passage vers une société socialiste caractérisée par le pluralisme politique et idéologique.

Certes, ce n'est qu'un approfondissement théorique et, en dernière instance, l'épreuve du pouvoir, qui pourront confirmer les lignes d'évolution du communisme occidental. Cependant, la constance des thèmes (alliances larges et durables ; mise en cause du centralisme démocratique à l'échelle mondiale et de vieilles pratiques comme celle de l'exclusion ; défense des libertés individuelles et collectives, refus de tout modèle, critique des sociétés socialistes et mutations conceptuelles) témoigne d'une tendance qui veut *un autre socialisme* que celui existant et *un autre internationalisme* que celui légué par la Troisième Internationale.

81. Intervention de Léonid BREJNEV, p. 58.